



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du lundi 21 novembre 2022

Nombre de conseillers en exercice : 33

Extrait de la délibération affiché le **24 novembre 2022**.

L'an deux mille vingt-deux, **le vingt et un novembre à dix-huit heures** par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 15 novembre 2022, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle La Minot à la Maison de l'Enfance et de la Famille, sous la présidence de Monsieur **Jérôme DUBOST**, Maire.

Présent(e)s : 29

Jérôme **DUBOST**, Fabienne **MALANDAIN**, Nicolas **SAJOUS**, Agnès **SIBILLE**, Damien **GUILLARD**, Pascale **GALAIS**, Yannick **LE COQ**, Christel **BOUBERT**, Sylvain **CORNETTE**, Véronique **BLONDEL**, Gilles **BELLIERE**, Cédric **DESCHAMPS-HOULBREQUE**, Isabelle **NOTHEAUX**, Éric **LE FEVRE**, Edith **LEROUX**, Nicolas **BERTIN**, Thierry **GOUMENT**, Jean-Luc **HEBERT**, Aurélien **LECACHEUR**, Aline **MARECHAL**, Catherine **OMONT**, Aliké **PERENDOUKOU**, Virginie **VANDAELE**, Corinne **CHOUQUET**, Laurent **GILLE**, Virginie **LAMBERT**, Agnès **MONTRICHARD**, Nicole **LANGLOIS**, Arnaud **LECLERRE**.

Excusé(e)s ayant donné pouvoir : 4

Sandrine **VEERAYEN** donne pouvoir à Catherine **OMONT**
Jean-Pierre **LAURENT** donne pouvoir à Agnès **SIBILLE**
Isabelle **CREVEL** donne pouvoir à Edith **LEROUX**
Aline **MARECHAL** donne pouvoir à Sylvain **CORNETTE**

Secrétaire de séance

Aurélien **LECACHEUR** est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du lundi 21 novembre 2022

2022.11/157

MARCHES PUBLICS – SERVICES DE TELECOMMUNICATIONS – GROUPEMENT DE COMMANDES ENTRE LA VILLE DE MONTIVILLIERS ET LE CCAS DE MONTIVILLIERS – CONVENTION – ACCORDS-CADRES - SIGNATURE - AUTORISATION

M. Eric LE FEVRE, Conseiller Municipal Délégué – Des accords-cadres de télécommunications couvrant les domaines de la téléphonie fixe, mobile, des liaisons spécialisées voix et des données ainsi que les accès internet, pour la Ville de Montivilliers et le CCAS de Montivilliers vont arriver à échéance prochainement.

Les infrastructures téléphoniques sont actuellement maintenues par la société ALCATEL, ce contrat prendra fin au 1^{er} avril 2023.

L'accord-cadre relatif à la téléphonie mobile prendra fin au 20 juin 2023.

L'accord-cadre relatif à la téléphonie fixe et services internet prendra fin au 31 décembre 2022. Un avenant vous sera présenté lors du prochain conseil municipal pour prolonger sa durée d'exécution jusqu'au 20 juin 2023 afin qu'il coïncide avec l'accord-cadre de la téléphonie mobile.

Les objectifs poursuivis par la Mairie de Montivilliers pour la passation des accords-cadres de services de télécommunications sont les suivants :

- Proposition d'optimisation de l'infrastructure actuelle,
- Simplification du suivi des facturations et consommations de l'ensemble des prestations de télécommunications,
- Rationalisation des abonnements (adéquation avec l'utilisation réelle),
- Gains financiers, réduction du budget télécommunication globale,
- Homogénéisation et simplification des procédures pour toutes nouvelles demandes (mobile, ligne, option...)
- Renouvellement du contrat de maintenance pour le maintien opérationnel de l'Alcatel OXE ?
- Assurer une migration en garantissant une continuité de service
- Intégration de critères de développement durable.

Conformément aux dispositions des articles L.2113-6 à L.2113-8 du code de la commande publique, des groupements de commandes notamment entre les collectivités territoriales et des établissements publics peuvent être constitués après établissement et signature d'une convention constitutive.

Cette convention :

- Précise d'une part, que la Ville est coordonnateur du groupement, qu'elle est chargée de lancer, signer et notifier les accords-cadres, chaque membre pour ce qui le concerne, s'assurant de sa bonne exécution ;
- Et d'autre part, désigne la commission d'appel d'offres du coordonnateur comme celle du groupement de commande.

Afin d'obtenir les meilleures conditions tarifaires, il convient d'inclure dans un seul dossier de consultation les besoins de la Ville et du CCAS de Montivilliers.

A l'issue de la consultation lancée en appel d'offres ouvert, ces accords-cadres seront signés, pour une durée d'un an, à compter du 1^{er} avril 2023 pour le lot n°1 et à compter du 21 juin 2023, pour les lots 2 à 5, et renouvelables 3 fois, sans toutefois pouvoir excéder 4 ans.

L'accord-cadre est alloté comme suit :

Désignation des lots	Montants maximums annuels HT
Lot 1 : Infrastructures : Evolutions et contrat de maintenance	50 000,00
Lot 2 : Téléphonie fixe – VPN – Services Internet - Sécurité	100 000,00
Lot 3 : Téléphonie fixe : lignes analogiques et IP isolées	7 500,00
Lot 4 : Téléphonie mobile	80 000,00
Lot 5 : MDM (gestion de la flotte des appareils mobiles à distance)	25 000,00

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le code de la commande publique et notamment ses articles L.2113-6 à L.2113-8 ;

CONSIDERANT

- Les dispositions des articles L.2113-6 à L.2113-8 du code de la commande publique qui prévoit la possibilité de créer des groupements de commandes ;
- La nécessité de constituer des accords-cadres pour la ville de Montivilliers et le CCAS de Montivilliers pour une meilleure cohésion et gestion commune des installations téléphoniques et internet par la direction des systèmes d'information et du numérique de la Ville, et obtenir les meilleures conditions tarifaires, il est opportun de former un groupement de commandes entre la Ville et le CCAS ;

VU le rapport de Monsieur le Conseiller Municipal délégué chargé des Finances, des Marchés publics et du Développement Economique

Après en avoir délibéré,

DECIDE

- **D'autoriser le Maire à signer** avec le CCAS de Montivilliers la convention constitutive du groupement de commandes ;
- **D'autoriser le Maire à lancer** la consultation publique relative à la passation des accords-cadres à bons de commande pour les services de télécommunications pour la Ville et le CCAS de Montivilliers ;
- **D'autoriser le Maire à signer** les accords-cadres propres à la Ville de Montivilliers avec les sociétés qui seront désignées à l'issue de la procédure de consultation publique.

Imputations budgétaires

Budget principal de la Ville

Exercices 2023 et suivants

Nature et Libellé : 6156 /sous fonction : 01

611 prestations de service / sous fonction : 01

6262 Frais de télécom (tous services confondus)

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.

Pour : 33

Contre : 0

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.